

FEF : « Etudiants, pas pots de fleurs »

ENSEIGNEMENT Martin tape sur la table

ENTRETIEN

Pas contents les étudiants ! Alors que le décret réformant le paysage de l'enseignant supérieur – le fameux décret Marcourt voté l'automne dernier – leur offre une place de choix dans le processus de concertation, ils estiment aujourd'hui qu'on leur conteste ce rôle. C'est en tout cas le sentiment de Corinne Martin, présidente de la Fédération des étudiants francophones (FEF). Pour mémoire, l'Ares est l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur. Cette structure unique et faitière est en quelque sorte la fédération des différents établissements, elle contraint les universités, hautes écoles, écoles supérieures des arts et écoles de promotion sociale à collaborer. Objectif : éliminer les doublons et, partant, utiliser plus parcimonieusement les deniers publics.

La FEF lance un nouveau combat...

Effectivement, une récente rencontre entre les formateurs du prochain gouvernement et l'Ares a mis le feu aux poudres. Le problème : la délégation de l'Ares était exclusivement composée du président et des vice-présidents représentant les différents niveaux d'enseignement. Pas de trace des étudiants, ni d'ailleurs des syndicats. Alors que nous sommes

membres, et du conseil d'administration, et du bureau, nous n'avons pas été invités. La délégation a d'ailleurs présenté un cahier de revendications qui n'a officiellement été approuvé par aucune instance.

Les recteurs et directeurs devaient-ils vous consulter ?

Le but de l'Ares est de réunir tout le monde et de faire en sorte qu'existe une vraie volonté de travailler ensemble... Hé bien, c'est mal parti ! Nous, les étudiants, avons un peu l'impression de jouer les pots de fleurs, d'être les laissés pour compte d'un décret qui jouait pourtant clairement la carte de la participation. Que les choses soient claires : cette place, le décret nous la confie, nous la prendrons. Je veux rappeler que la FEF représente 120.000 étudiants, lesquels sont concernés au premier plan par la réforme. Il est donc hors de question qu'à un quelconque moment on nous mette de côté. Non seulement c'est cavalier, c'est aussi inacceptable.

Avez-vous tenté une médiation avec les autres membres de l'Ares ?

Nous avons tapé du poing sur la table mais nous avons dû nous contenter d'un « On a pris acte ». Ça nous fait une belle jambe... ce n'est en tout cas pas suffisant. Nous attendons

un changement radical d'attitude de la part des recteurs et directeurs. Ils doivent prendre conscience qu'ils ne peuvent pas nous contourner. Le décret « Paysage » avait pour objectif de rassembler les forces. C'était un objectif louable mais dans les faits, il n'est pas du tout atteint : non seulement on observe les mêmes tensions croisées entre réseaux et entre niveaux d'enseignement, mais on observe également un manque de considération de la délégation étudiante. Je vais être claire, si ça ne bouge pas, les étudiants seront ch... Nous avons les moyens de nous faire entendre !

C'est-à-dire ?

Demandez à l'ULB comment ça se passe quand le bureau des étudiants administrateurs n'est pas d'accord...

Croyez-vous à un refinancement dans le contexte budgétaire actuel ?

Le monde politique n'aura pas le choix. C'est une nécessité, les établissements sont complètement asphyxiés, ils ne peuvent plus remplir leurs missions de base. Pendant la campagne, les partis se sont clairement engagés sur ce refinancement. Nous avons enregistré leurs propos pour les leur rappeler au cas où ce serait nécessaire... ■

Propos recueillis par
ÉRIC BURGRAFF